

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Les dossiers

N° 282 du 13.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

#### 1 Dossiers

1-1 Le droit de résister.

1-2 Interview CPI : Abou Marzouq fait un tour d'horizon de la scène palestinienne et de la conférence d'automne.

1-3 Point de vue de Abir Taleb : Les agissements israéliens.

1-4 Point de vue de Khalid Amayreh : A quelles compromissions Abbas est-il prêt ?

1-5 Point de vue de Michel Warschawski ; Israël / Palestine - Annapolis : Ce n'est pas une réunion de paix, mais un conseil de guerre.

1-6 Point de vue de Jonathan Cook: Palestine : diviser pour régner, dans le style israélien.

1-7 Point de vue de Jonathan Sivia [Cattori.net](http://Cattori.net) : Israël ne respecte pas les vivants. Il pourrait au moins respecter les morts.

1-8 Point de vue de Khaled Amayreh : Israël : perpétuel criminel, perpétuel menteur.

1-9 Point de vue de IRIB : Olmert doit la longévité de son gouvernement à Bush.

1-10 Point de vue de Gideon Lévy : En séjour illégal, même chez eux...

1-11 Point de vue de Mehdi Lebouchera : L'économie de la bande de Gaza, bouclée par Israël, est entièrement

paralysée.

1-12 Point de vue de Michel Warschawski : Criminels de guerre : les dirigeants israéliens, à La Haye !

2 Pièce jointe

2-1 Point de vue de Jamal Zahalka : Ne signez pas !

---

---

---

## 1 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 1-1 Le droit de résister.

Occupation militaire et oppression israélienne

Les Palestiniens ont le droit légitime de résister par les armes contre les agressions des soldats et des colons juifs israéliens, armés et très offensifs. Nous, hommes et femmes qui défendons la justice, avons le devoir de les soutenir dans leur lutte inégale.

***Ce petit texte, écrit l'été 2003, nous paraît demeurer d'actualité. Pendant que les Etats-Unis préparent la conférence d'Annapolis, qui se présente comme un enième piège pour les Palestiniens, Israël poursuit ses exécutions sommaires "ciblées" à Gaza dans l'indifférence du monde.***

Les Palestiniens ont bon dos. Vraiment ! En 55 ans d'occupation (depuis 1948) et au moins 67 plans de paix, ils ont fait de multiples concessions. Mais ils n'ont jamais rien obtenu en retour.

Israël ne respecte rien. À commencer par les Conventions de Genève qui font référence aux traitements des civils sous occupation et à l'autorisation d'observateurs à témoigner.

La Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, a maintes fois rappelé Israël à la raison et n'a pas manqué de lui signifier que son pays viole toutes ces Conventions, par l'implantation de colonies juives illégales en territoire occupé, par l'exécution de Palestiniens appelés « *terroristes* »-alors qu'il s'agit d'honorables patriotes- par les punitions collectives, les bouclages, etc.

Israël, qui n'entend aucune critique, campe sur ses positions et n'a de cesse de réaffirmer de manière spéieuse que la Cisjordanie et la Bande de Gaza « *ne sont pas des territoires occupés* » mais des « *territoires disputés* » et que par conséquent les Conventions de Genève ne s'y appliquent pas.

On parle en leur nom. On négocie en leur nom. On nomme des ministres en leur nom. On fait des conférences en leur nom. Les Palestiniens aimeraient y croire ; mais le coeur n'y est plus.

Les autorités israéliennes n'ont aucune intention de lâcher du lest. Chaque fois qu'Israël fait mine de retirer quelques colons de quelques colonies, d'autres colons et d'autres colonies font leur rapide apparition.

Rien de neuf sous le soleil de Sharon. Pendant que les Palestiniens, le couteau sous la gorge, se plient une énième fois aux exigences de ce piège redoutable que leur tend la « *Feuille de route* » -une mascarade de plus- et en respectent strictement le calendrier, Israël, lui, continue à se montrer intraitable et à multiplier rafles, assassinats, destructions de maisons, de cultures, et de tout ce qui fait qu'une vie est une vie.

Les Palestiniens, usés par des décennies de lutte et de privations, veulent la paix de toutes leurs forces. C'est leur intérêt. Les Israéliens, eux, ont pour intérêt de gagner du temps et de grignoter toujours plus de terres.

Israël veut leurs terres et leur peau. Il exige de M. Mahmoud Abbas ce qu'il a exigé de M. Yasser Arafat hier : l'impossible. C'est-à-dire le désarmement de son peuple, qui, il faut le préciser, tente de se défendre contre des tanks, des bulldozers, des canons, des avions, des missiles, avec des armes dérisoires. Quelques armes légères contre un impressionnant arsenal d'armes lourdes.

Israël veut diviser et pousser les Palestiniens à se battre entre eux. Or, aussi longtemps qu'Israël les prive de toute possibilité matérielle d'exister, les Palestiniens n'ont aucune raison de déposer les armes, sauf à vouloir se suicider. Résister contre ses agresseurs est un devoir pour tout peuple militairement occupé.

Tout peuple opprimé a le droit de défendre son territoire et de se battre pour sa survie. Pourquoi donc les Palestiniens, victimes d'une guerre d'occupation et de dépossession, seraient-ils privés de ce droit ? Ces hommes du mouvement Hamas et du Jihad, qu'Israël qualifie de « *terroristes* » et assassine « *préventivement* », sont dans leur grande majorité des patriotes, de bons pères qui défendent leurs familles et leur dignité comme ils peuvent.

La « communauté internationale » se doit d'apporter son clair et franc soutien à toute la population et à toutes les forces politiques en lutte contre l'occupant israélien. Elle se doit également d'obtenir d'Israël la décision de retirer ses troupes et ses colons des Territoires Occupés, comme préalable à toute négociation. Aussi longtemps que ce retrait n'est pas effectif et qu'Israël n'a pas reconnu aux Palestiniens leur droit à exister dignement et en toute sécurité sur leur terre, aucune paix juste n'est possible.

Les Palestiniens sont des êtres extraordinairement patients. Ils ont attendu durant 55 ans que justice leur soit rendue. Dans ce combat inégal de David contre Goliath, ils sont jusqu'ici les grands perdants. Ballottés, depuis des lustres, entre *Accords d'Oslo*, que les gouvernements israéliens successifs ont torpillés, et « *processus de paix* », que ses alliés américains leur ont glissés comme peaux de bananes sous les pieds, les Palestiniens, dans leur désespoir lucide, ont toutes les raisons d'être très pessimistes quant à leur devenir. Ils ont même de quoi se

sentir floués de tous côtés ; à commencer par la légèreté avec laquelle les médias présentent une « *feuille de route* » que les autorités israéliennes se sont empressées de paver de réserves.

Floués aussi par le crédit que le monde accorde à ces ballets diplomatiques trompeurs dont on connaît d'avance la supercherie et les jeux truqués. Ballets destinés à occulter, aux yeux de l'opinion, la gravité de l'occupation israélienne en Palestine et ses effets dévastateurs sur sa population. Les Palestiniens ont de quoi se sentir d'autant plus inquiets que l'ONU est prise en otage par les États-Unis et que les États européens, incapables d'avoir une politique extérieure commune, sont absents du débat.

Les Palestiniens ne sont pas dupes. Ils considèrent que les États-Unis, qui arment Israël et lui donnent le feu vert pour violer le droit international, ne sont pas des partenaires crédibles. En quoi ils ont raison. Les intentions de l'administration américaine sont des plus cyniques : elles n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples, leur liberté et la justice. Bush entre dans cette comédie macabre de la fausse paix que mène Israël depuis des décennies, uniquement pour défendre les intérêts de ce pion essentiel sur l'échiquier d'un Moyen-Orient dont il convoite le pétrole. Bush a donc comme unique motivation de liquider tout ce qui fait obstacle au projet d'expansion de l'État d'Israël et à sa domination impériale. Et cela passe forcément par la liquidation de la résistance palestinienne.

Les Palestiniens sont aujourd'hui apparemment sans espoir. Victimes oubliées d'une immense injustice historique, ils ont de quoi se sentir humiliés par la complaisance incompréhensible du monde occidental à l'égard d'hommes, fussent-ils chefs d'État, qui se conduisent, au vu et au su de tout le monde, non comme des démocrates mais comme des chefs de bandes ; des hommes sans foi ni loi, qui commettent des crimes odieux, écrasent des peuples, sur une échelle jamais imaginée. Et nous, citoyens atterrés par tous ces crimes et les souffrances qu'elles entraînent, de nous demander ce qu'attendent nos élus de gauche comme de droite pour sanctionner les acteurs de cet innommable carnage ?

Chaque fois que ces véritables chefs de gang - incarnés aujourd'hui notamment par George Bush, Richard Perle, Ariel Sharon, Paul Wolfowitz, Shimon Perez, Shaul Mofaz, pour ne citer que les plus en vue - se sentent en passe d'être par trop démasqués, voire simplement contrés par l'opinion, ils se drapent aussitôt dans l'étendard de la paix. Oh ! Pas pour longtemps.

Voilà à quoi sert la diplomatie qui occupe la une des journaux : à servir les intérêts du plus fort, à diviser les faibles et à se les asservir pour mieux les dominer. Et quand ces chefs d'État et ces diplomates si peu reluisants tombent sur un adversaire qui leur résiste, qui ne se plie pas à leurs diktats, ils n'hésitent pas à frapper des peuples entiers au prix de millions de victimes. Vous avez vu l'Irak, la Serbie, l'Afghanistan. Toutes guerres illégales. Ce n'est pas peu. On a fait subir à leurs peuples ce que les dirigeants israéliens -de gauche et de droite- font subir depuis des lustres aux Palestiniens.

Le peuple irakien n'avait rien demandé. Les Américains y sont allés. Or, les choses ne se sont pas passées comme les États Majors l'avaient escompté. Elles ont même pris une bien mauvaise tournure. Tarek Aziz - dont nul ne se soucie de savoir où les Anglo-américains l'ont jeté - les avait avertis. « *Venez, vous verrez ce que vous verrez. L'Irak n'est pas l'Afghanistan* ». Ils n'en ont pas tenu compte. Les voilà empêtrés. L'échec est des plus cuisants pour l'administration Bush et pour les conseillers pro-israéliens qui l'y ont fortement poussé.

Alors que le rapport de force issu de l'offensive militaire menée contre l'Irak paraissait des plus défavorables aux voisins d'Israël, Palestiniens en tête, les choses se sont sensiblement renversées. L'occupation militaire en Irak tourne au désastre. Exposé à la critique, fragilisé aux yeux du monde qui l'observe, Bush veut rebondir. Il devrait, pour convaincre l'opinion de ses bonnes intentions, prendre quelque distance avec les Israéliens.

Quand ils ont vu Abou Mazen en compagnie de Bush à la Maison Blanche - le Premier ministre d'un État qui n'existe pas, que l'administration américaine a choisi, imposé, sans leur demander leur avis, mais c'est sa conception de la démocratie qui le veut - les Palestiniens ne savaient plus s'ils devaient rire ou pleurer. Puis, quand ils ont entendu Bush dire quelques vérités jamais dites à l'encontre de leurs colonisateurs israéliens, ils ont sursauté. Les temps sont durs pour Bush. La cause palestinienne pourrait servir momentanément ses intérêts, l'aider à se refaire une virginité.

Tout reste à faire. Cette fausse paix, sur fond de vraie guerre et de fossé infranchissable, a toujours fait l'affaire d'Israël. Sharon, qui a passé sa vie à combattre les Arabes et à rêver d'un grand Israël ethniquement pur, appuyé par des gouvernements formés d'extrémistes et par tous ceux qui, chez lui, crient « *mort aux Arabes* », peut-il vouloir une paix juste et durable ?

Sauf à s'aveugler, nul ne peut croire en la sincérité d'un madré soudard. Mais la pantomime continue. Israël accable systématiquement les Palestiniens de reproches. À l'entendre, tout est de leur faute. « *C'est la faute des Palestiniens si Oslo et Camp David ont capoté... c'est la faute d'Arafat s'il n'y a plus de camp de la paix en Israël...* »

Nous avons longtemps cru ce que disait Israël. Or, tout ce qu'Israël nous avait rabâché durant des années s'est avéré totalement faux. Il convient donc de rétablir quelques vérités, quitte à se répéter. Tous les plans de paix ont échoué parce que les négociateurs israéliens n'ont jamais voulu qu'ils aboutissent. Les hommes qu'Israël dépêchait à la table des négociations avaient pour tâche de mener les Palestiniens dans un bourbier, de les tromper et de tirer les choses en longueur. Les négociateurs palestiniens, Yasser Arafat en tête, se sont fait systématiquement et lamentablement piéger. La tentation de la corruption a fait le reste. Une fois compromis, ces derniers n'avaient plus aucune marge de manœuvre. De rencontres en négociations avec les Israéliens, ils s'enfonçaient chaque fois un peu plus.

C'est Israël qui mène le bal. Les accords d'Oslo ont échoué parce que le gouvernement israélien les a torpillés : ses troupes ont mis cinq ans pour se retirer de 5% du territoire et le nombre de colons a doublé. Après quoi Ariel

Sharon a fini le « travail », si on peut dire : il s'est servi de ces accords pour balayer l'Autorité palestinienne et, ensuite, liquider les cadres de la résistance.

Les pourparlers de Camp David ont échoué parce que le travailliste Ehud Barak –un homme très brutal- n'a pas fait « l'offre généreuse » brandie par la propagande israélienne, et que les médias ont servilement relayée. Bien au contraire. Il s'est montré intraitable sur la question des réfugiés et de Jérusalem.

Le peuple palestinien a payé très cher ce marché de dupes. Affaiblis par leur leader, Yasser Arafat, qui les a désarmés et ensuite laissés à la merci d'une armée qui les a massacrés, les Palestiniens - surtout ceux qui croupissaient dans les camps de réfugiés - n'avaient plus rien à perdre. La deuxième Intifada était la seule chose qui pouvait faire obstacle - et qui a fait obstacle - à leur écrasement. Atteints dans leur fierté, les Palestiniens n'attendent plus rien de leurs chefs. Aujourd'hui, bouclé comme dans une cage dans son quartier général de la Moukata, Yasser Arafat est totalement inopérant. Mahmoud Abbas, un homme de paille, qu'Israël tient entre ses mains, n'a pas la confiance des Palestiniens.

Trahis par les leurs, les plus déshérités doivent se débrouiller comme ils peuvent. Fort mal.

Nous ne le dirons jamais assez. Les Palestiniens sont victimes d'une injustice colossale : ils n'ont pas d'État, ils n'ont pas d'armée, ils n'ont pas le droit de vivre libres sur leurs terres. Après tant d'années où ils ont cru à la paix, à la justice et à la légalité internationale, où ils ont cru à la coexistence, où ils ont espéré sortir de leurs ghettos, ils ont perdu toute confiance. Il ne faut donc plus leur parler de « *feuille de route* » ou d'autres fariboles du même acabit. Ils désapprouvent, aujourd'hui comme hier, toute idée de négocier quoi que ce soit avant qu'Israël ne retire son armée de leurs territoires.

Les politiciens immoraux, dont la vocation est de mentir, cherchent à faire croire ceci et cela. Les Palestiniens ont beau être optimistes par nature, mais là, ils ont de quoi être très inquiets. La *feuille de route* - qui était, au départ, une initiative européenne - est aujourd'hui entre les mains de ceux qui ne connaissent que le langage de la force et de l'injustice, et risque de mener vers de nouvelles catastrophes.

Les Palestiniens sont sensibles et humains, comme nous. Ils n'aiment pas la mort. Ils voudraient pouvoir combler leurs enfants de sécurité et de mille bonheurs. Quand Israël les provoque, il ne faut pas croire qu'ils se battent de gaieté de coeur. Je n'ai jamais rencontré un Palestinien sensé qui se réjouisse de savoir qu'il y a, parmi son peuple, des enfants désespérés au point de se résoudre à mourir d'une mort atroce. Ce n'est ni la religion, ni l'extrémisme, ni leur nature, ni leur culture, qui ont poussé certains des leurs à se suicider. Les parents inconsolables de ces enfants vous disent, avec tristesse, avec nostalgie, avec conviction, que si Israël n'avait jamais envahi leurs quartiers et leurs écoles, n'avait jamais saccagé leur vie, n'avait pas détruit leur famille, nul enfant n'en serait jamais venu à cette extrémité.

Affirmer, après coup, que ces enfants, détruits par la violence d'Israël, ont commis « *un crime contre l'humanité* » - comme l'ont fait *Amnesty International* et *Médecins du monde* - est facile à dire, quand on n'a pas grandi sous la violence de l'occupation israélienne.

Les attentats palestiniens contre des civils sont, certes, à tous points de vue, un mauvais moyen. Mais il faut le dire haut et fort : ces enfants que la brutalité des soldats d'Israël a poussés vers la mort méritent notre compassion. Nous qui vivons dans des pays libres, sommes mal placés pour les blâmer. Ils ont déjà payé de leur jeune vie le mal que les cruautés d'Israël ont fait à leur entourage. Leur sacrifice a quelque chose qui nous dit leur refus de la tyrannie.

Tous les malheurs qui frappent les Palestiniens, et les occupants israéliens dans une bien moindre mesure, découlent précisément de l'occupation militaire israélienne et de l'implantation des colonies au coeur de la Palestine.

Israël commet des crimes d'État contre des populations civiles. Ne rien dire, c'est y consentir. Le seul rempart que peuvent ériger les Palestiniens face à l'opresseur, est leur résistance. Nos gouvernements doivent rappeler Israël à la légalité : exiger la fin de l'occupation israélienne, reconnaître le droit des Palestiniens à posséder des armes et à résister aussi longtemps que les forces d'occupation les martyrisent.

Se taire quand Israël assassine les cadres de la résistance -ceux qu'on nous présente comme des « *activistes* » ou des « *terroristes* », mais qui sont d'abord des êtres humains et des résistants- hurler avec le loup quand Israël criminalise les mouvements du Hamas et du Jihad, qui sont des composantes majoritaires dans la lutte pour l'indépendance, c'est mépriser les droits des peuples à exister et à décider par eux-mêmes de leur destin.

**Silvia Cattori**

Les Parlementaires européens (y compris les parlementaires progressistes) ont voté, en 2004, une Résolution qui assimile le mouvement Hamas, et les actes de résistance des Palestiniens contre l'occupation israélienne, à des actes « *terroristes* ». Voir l'article de Silvia Cattori "L'union européenne s'est couchée" :

<http://www.silviacattori.net/article259.html>

---

## 1-2 Interview CPI : Abou Marzouq fait un tour d'horizon de la scène palestinienne et de la conférence d'automne.

### *Interview CPI*

L'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information a récemment rencontré, dans la capitale syrienne Damas, le Dr. Moussa Abou Marzouq, vice-président du bureau politique du Hamas.

Dr. Abou Marzouq a donné son point de vue sur la scène palestinienne dans une longue interview. Le CPI a le plaisir d'en traduire quelques extraits et résumés.

### Trois sujets

**CPI :** La scène palestinienne est-elle dans une crise ?

**Abou Marzouq :** Trois éléments contribuent à mettre cette scène en crise. Le siège immoral mené aussi bien par les autorités israéliennes que par l'autorité palestinienne de Ramallah pousse la bande de Gaza vers plus de complications, vers une catastrophe humanitaire sans précédent. Le niveau de pauvreté y monte à 79%. Des dizaines de milliers d'enfants palestiniens arrivent aux écoles de l'UNRWA, affamés, confirme l'agence.

Cette pauvreté aggravée ajoutée à la carence de médicaments et tous les effets du siège déchireront la société et feront camper les Palestiniens contre l'autorité de Ramallah dirigée par Abou Mazen... Bizarrement, cette autorité sanctionne le peuple de Gaza au moment où elle entame des négociations avec l'occupant qui ne cesse de commettre toutes sortes de crimes contre notre peuple.

L'engouement et la flexibilité d'Abbas et de son équipe envers des rencontres avec les dirigeants de l'Entité sioniste sont la deuxième cause de cette crise. Dans les conditions actuelles, la paix consistera en une concession selon les exigences de l'occupation israélienne.

La faiblesse du système arabe officiel en constitue le troisième. La politique américaine, inspirée de la vision sioniste, se trouve libre. Et la vision israélienne consiste à venger ses défaites du Liban et de la bande de Gaza en pratiquant plus d'agression et de colonisation.

### Enracinement du Hamas

**CPI :** Il y a un travail ardu pour déloger le Hamas de la Cisjordanie ?

**Abou Marzouq :** Le Hamas est un mouvement qui a pris racine dans toutes les tranches de la société palestinienne. L'acharnement pratiqué contre lui ne fait que le renforcer. Toutes les arrestations et agressions qui avaient été pratiquées contre ses cadres et sympathisants au début des années 90 n'ont fait que renforcer sa popularité.

Toutes ces agressions commises contre les cadres et les institutions du Hamas font partie de l'application de la « feuille de route » qui exige de l'autorité palestinienne de démanteler la résistance palestinienne au profit de l'occupation israélienne. Vu que le mouvement du Hamas est la faction la plus importante et qu'il s'attache aux droits fondamentaux du peuple palestinien, la politique américano-sioniste besogne à le mettre hors d'état de nuire, en assiégeant la bande de Gaza et en le poursuivant en Cisjordanie.

### Un mouvement de résistance

**CPI :** Le Hamas ne réplique aux agressions qu'il subit en Cisjordanie que verbalement !

**Abou Marzouq :** Toutes les élections ont approuvé l'ancrage du Hamas en Cisjordanie. Mais le Hamas est très concerné à ne pas s'engager dans un combat interne, un tel combat fait partie du plan américano-sioniste. Nous nous voulons résistants et nous le resteront.

### A Gaza

**CPI :** Mais à Gaza, le Hamas s'est bien engagé dans un combat interne avant qu'il ne prenne l'affaire de la Bande en main ?

**Abou Marzouq :** Il ne faut pas lire uniquement la dernière page d'un livre. Dès le premier moment de la constitution du cabinet palestinien par Ismaël Haniyeh, le mouvement et ses sympathisants sont devenus l'objet de toutes sortes de conspiration. Et nous n'avons pas d'autres choix que de les mettre en échec, surtout après l'arrivée d'une grande quantité d'armes aux conspirateurs et après l'augmentation en nombre d'assassinats et d'agressions contre le peuple de la bande de Gaza. A savoir que toutes ces agitations étaient une sorte d'application du plan de l'Américain Dayton.

### En Cisjordanie

**CPI :** Y aura-t-il un soulèvement en Cisjordanie comme celui de Gaza ?

**Abou Marzouq :** Nous appelons toujours à un dialogue national total pour mettre fin à tous les problèmes intérieurs de la scène palestinienne, tout en contenant nos colères et nos blessures.

Toutefois, nous sommes sûrs que notre peuple de la Cisjordanie, dont des membres honorables du mouvement du Fatah, se soulèvera dans le cas où les agressions continueront contre lui et contre ses institutions, des agressions en collaboration avec les forces de l'occupation israélienne.

### Fidèles à notre peuple

**CPI :** Le siège contre Gaza ne vous pousse-t-il pas à des concessions ?

**Abou Marzouq :** Ce qui se passe à Gaza nous pousse toujours à appeler à un dialogue. Ce sont les autres qui le refusent et qui portent la totale responsabilité de la souffrance de notre peuple de la Bande. Nous sommes prêts à tout faire pour l'unité de notre peuple, de notre terre, de notre direction.

### La popularité

**CPI :** La popularité du Hamas a-t-elle baissé ?

**Abou Marzouq :** En tout cas, c'est le souhait de l'adversaire de notre peuple. Cependant, le Hamas reste le reflet de ses rêves et de ses aspirations. C'est de lui qu'il prend sa force et sa légitimité. Et tant que le Hamas reste fidèle à ses principes, sa popularité ne cesse de croître. Par ailleurs, notre peuple est assez mûr pour distinguer le bien du mal. Et toutes les agressions, le siège, le terrorisme, entre autres, ne font que pousser notre peuple palestinien à s'attacher au choix de la résistance. Et ce qui se passe à Gaza n'est qu'une sanction collective contre notre peuple qui avait choisi le Hamas et qui s'attache à ses droits. Comment voulez-vous alors que la popularité du Hamas baisse ?

### La conférence d'automne

**CPI** : La conférence d'automne serait un festival de relations publiques, dit-on ?

**Abou Marzouq** : En quelques mots, cette conférence-là n'a pas pour but de mettre la question palestinienne sur les rails d'une quelconque solution. Ce n'est qu'une tentative pour faire sortir l'administration américaine de son borbier dans lequel elle est bien piégée, tout en sachant que le cabinet ne pourra prendre aucune initiative, même à un niveau minimum, faute de popularité.

Même en admettant que ladite conférence arrive à quelque chose, elle sera balayée par les nouvelles élections américaines. Les négociateurs palestiniens devront tout reprendre depuis le début. Un temps perdu pour eux, mais bien profitable pour les Israéliens afin qu'ils continuent partout la colonisation et la judaïsation de la terre palestinienne, la construction du mur discriminatoire de séparation...

#### **Un Etat juif**

**CPI** : On dirait que les négociateurs palestiniens ont fait beaucoup de concessions ?

**Abou Marzouq** : Si on reconnaît que l'Entité sioniste est un pays pour les Juifs, ce pays sera responsable de tous les Juifs du monde entier, ce qui est une chose qui vient à l'encontre de tous les accords et conventions internationaux. Cette reconnaissance retirera des Palestiniens leur droit de résistance pour revenir à leur terre.

#### **La conférence de Damas**

**CPI** : Et la conférence de Damas ?

**Abou Marzouq** : Cette conférence sera organisée, le 7 du mois de novembre en cours, dans des conditions très difficiles. Division interne de la scène palestinienne. Siège renforcé contre notre peuple. Agissements américano-sionistes. Faiblesse du système arabe officiel... Cette conférence sera alors une sorte de message envoyé à l'administration américaine, à l'occupation israélienne et aux négociateurs palestiniens, les informant de l'attachement du peuple palestinien à son unité et aux principes nationaux.

A noter que toutes les couleurs palestiniennes, factions, organisations, syndicats, personnalités palestiniennes et arabes, y seront présentes.

#### **Chalitt**

**CPI** : Et l'échange de captifs ?

**Abou Marzouq** : Quant au dossier du soldat israélien enlevé par la résistance palestinienne, nous avons préparé une liste de nos captifs dont des enfants à libérer par le gouvernement israélien qui ne montre aucune coopération pour un échange de prisonniers. Mais je suis certain qu'il le fera en fin de compte.

*CPI*

---

### 1-3 Point de vue de Abir Taleb : Les agissements israéliens.

Les agissements israéliens, qui interviennent à quelques semaines de la réunion internationale sur le Proche-Orient prévue d'ici la fin de l'année à Annapolis, aux Etats-Unis, n'augurent rien de bon. Avec l'absence d'un climat de confiance, les mesures de punition collective imposées au peuple palestinien et les accrochages israélo-palestiniens, on se demande comment il sera possible de parler de paix.

A cela s'ajoute le manque de clarté qui entoure l'agenda de la réunion.

Lors de leur dernière rencontre vendredi dernier, les dirigeants palestinien Mahmoud Abbass et israélien Ehud Olmert sont certes convenus de parvenir rapidement à un document conjoint « significatif » en vue d'un règlement du conflit, avant la tenue de la réunion d'Annapolis. Cela dit, les divergences restent profondes. Les deux hommes ont chargé des équipes de négociateurs d'élaborer un document conjoint sur les contours d'un règlement pour le présenter à la réunion. Ce document, qui servira de base à des négociations sur un traité de paix, censées être formellement lancées dans la foulée de la réunion, doit aborder les questions-clés du conflit : les frontières du futur Etat palestinien, le sort des réfugiés palestiniens, des colonies juives et de Jérusalem. Or, après plusieurs rencontres entre négociateurs, un énorme fossé continue toutefois de séparer les deux parties, qui se rejettent la responsabilité de l'impasse. Pour le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abou-Roudeina, « les obstacles et les difficultés s'expliquent par le refus d'Israël de parvenir à un document définissant les bases du règlement permanent et à un calendrier pour son application », alors que Mahmoud Abbass a, lui, répété qu'il était « nécessaire de parvenir à un document clair englobant toutes les questions liées à un règlement final ». La présidence palestinienne a aussi accusé Israël d'être à l'origine « des obstacles et des difficultés » rencontrés lors des discussions.

Pour aider les parties à progresser, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, doit effectuer début novembre une nouvelle mission dans la région, sa huitième depuis le début de l'année, avec l'espoir minime que cette fois-ci les efforts porteront leurs fruits .

*Abir Taleb*

---

### 1-4 Point de vue de Khalid Amayreh : A quelles compromissions Abbas est-il prêt ?

Il y a de véritables craintes que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité Palestinienne [AP], tout en recherchant la paix avec Israël puisse mettre en danger les droits fondamentaux des Palestiniens.

Selon des proches d'Abbas, le président serait disposé à faire des concessions de grande ampleur vis-à-vis de l'état ségrégationniste israélien sur trois questions essentielles :

1. La première concession concerne le droit primordial au retour pour presque cinq millions de réfugiés, déracinés de leurs maisons et villages par l'entité terroriste israélienne en 1948, puis ensuite refoulés et dispersés partout dans le monde.

Abbas paraîtrait disposé à accepter le point de vue israélo-américain, devenu également le point de vue français, selon lequel en aucune manière les réfugiés ne pourront retourner dans leurs maisons, la plupart du temps détruites et rasées ou aujourd'hui occupées par les immigrés juifs importés de partout dans le monde afin de réaliser le projet sioniste.

Selon les médias israéliens, Abbas a suggéré à plusieurs occasions aux dirigeants israéliens qu'il n'insisterait jamais sur le retour des réfugiés vers Israël proprement dit et qu'un retour symbolique de quelques dizaines de milliers d'entre eux, voir moins, suffirait.

Le 28 octobre, Sari Nusseiba, un protégé d'Abbas, a été cité par le journal colonialiste *The Jerusalem Post*, comme ayant déclaré que les Palestiniens seraient disposés à marchander le droit au retour contre un retrait israélien sur les frontières de 1967.

2. La deuxième concession majeure d'Abbas à l'égard d'Israël consisterait à céder de grandes parts de Jérusalem-est, en particulier les zones de colonies juives établies après 1967. Celles-ci incluent les principales implantations coloniales telles que Ma'ale Adummim, Har Homa, et autres colonies.

Le président de l'OLP [Organisation de Libération de la Palestine], qui a agit et s'est comporté comme un dictateur en usant de décrets, est apparemment disposé à l'échange de ces zones colonisées pour des territoires palestiniens occupés en 1948, probablement dans le désert du Negev. Inutile de dire que ce serait comme abandonner une perle contre un morceau de charbon.

3. La troisième et autant scandaleuse concession qu'Abbas considère pourtant comme inoffensive est la reconnaissance qu'Israël est le pays des juifs, pour les juifs et par les juifs.

Si c'est exact, et on ne peut donner à Abbas le bénéfice du doute, alors le Président de l'AP commettrait la pire des folies et la pire de toutes les trahisons.

Tout d'abord, Abbas n'a aucun droit de triturer cette question qui est la plus primordiale et qui touche un nerf sensible chez chaque homme, femme et enfant palestiniens.

Abbas et ses porte-parole bien mis mais crédules peuvent arguer du fait qu'en tant que président élu, il a le droit d'être en pourparlers avec Israël et même de parvenir à un accord de paix avec cet état.

Mais c'est un faux argument facilement réfutable. Abbas n'a jamais fait savoir dans sa campagne électorale en 2005 qu'il marchanderait le droit au retour. Eut-il dit quoi que ce soit de pareil, non seulement il n'aurait pas été élu, mais il aurait même pu se faire liquider par son propre parti le Fatah.

De plus, Abbas a été élu par un faible pourcentage des 10 millions de Palestiniens estimés. En effet, le nombre d'électeurs ayant voté pour lui n'a pas excédé 5% des Palestiniens.

En conséquence, risible et folle est sa prétention de disposer d'un mandat donné par les Palestiniens pour sacrifier des droits palestiniens au profit d'une paix qui marquerait une reddition pure et simple à l'hégémonie sioniste.

En effet, le droit au retour est sanctionné par le droit international et par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui déclare que chaque personne ayant quitté sa maison pour quelque raison que ce soit a un droit inhérent à retourner chez elle.

En outre, si les réfugiés n'ont aucun droit de retourner dans les territoires occupés en 1948, dans Israël proprement dit, alors en utilisant la même logique ils n'auront aucun droit de retourner dans les territoires occupés en 1967, alors que dans les deux cas le rapatriement est sanctionné par des résolutions spécifiques des Nations Unies.

Quant à Jérusalem, on se demanderait ce qui adviendrait de la capitale de la Palestine lorsque l'essentiel sera usurpé par les sous-produits de 1948, à savoir les colons juifs.

Et quelle genre de paix ce serait si le nettoyage ethnique et l'expansion coloniale devaient être gagnants ? Ce ne serait pas la paix, ce serait la légitimisation et la perpétuation d'un acte de viol ; et si Abbas acceptait cela pour prouver sa bonne volonté face à George Bush et Ehud Olmert, les masses palestiniennes ne l'accepteront certainement pas.

Troisièmement, les dirigeants israéliens ont déjà indiqué qu'Abbas était prêt à reconnaître Israël comme état juif. C'est probablement la gaffe politique la plus scandaleuse et la plus stupide que n'importe quel politicien palestinien pourrait commettre. La raison en est très simple : reconnaître Israël comme un état juif implique qu'Israël, probablement à un certain moment dans le futur, aurait le droit d'expulser ses citoyens palestiniens pour la raison qu'Israël est un état juif et que ceux-ci ne sont pas juifs. En fait, le parlement [la Knesset] israélien débat déjà des lois racistes qui dépouilleraient les non-juifs de la citoyenneté israélienne s'ils refusaient de reconnaître la suprématie juive à l'égard des citoyens non-juifs.

Mahmoud Abbas, ses sbires et ses petites-mains peuvent reprendre l'absurde incantation israélienne selon laquelle Israël est démocratique et juif, ne comprenant pas ou peut-être comprenant trop bien, ce qui serait bien plus effroyable, que toutes les fois qu'il y a n'importe quelle parcelle d'incompatibilité entre le terme « juif » et le terme « démocratique » dans cette formule fallacieuse, le premier prendra le pas sur le second. Est-ce que cela ne s'est pas déjà produit ?

En outre, on pourrait vraiment se demander de quel droit politique ou moral Abbas penserait devoir parler au nom de presque 1,5 million de Palestiniens qui sont des citoyens israéliens. Sont-ils orphelins, ou mineurs, ou dépourvus de dirigeants, qu'Abbas doive s'exprimer en leur nom sur une question de ce type qui est une question de vie ou de mort ?

C'est une question stratégique de première importance pour tous les Palestiniens, particulièrement de l'autre côté de la ligne verte, qui rend impératif pour les dirigeants arabes en Israël --- le cheik Ra'ed Salah, Ahmed Teibi, Muhammed Barake, Taleb Sani et d'autres --- de prendre la parole et d'avertir Abbas qu'il se taise et cesse de mettre en danger leur futur et leur survie.

Je termine par un mot destinés aux dirigeants israéliens et à leurs subalternes américains : vous devriez vous rendre compte que les Palestiniens sont différents des autres peuples Arabes. Nous ne suivons pas timidement nos représentants ; ce sont eux qui doivent nous suivre, et s'ils ne le font pas, nous nous débarrasserons de eux.

par Khalid Amayreh

Ma'an News

**Du même auteur :**

[Une paix supposée](#)

[Ramper sur les mains et les genoux](#)

[Echanger des perles contre des queues de cerises](#)

Sources [Info Palestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt

---

## 1-5 Point de vue de Michel Warschawski ; Israël / Palestine - Annapolis : Ce n'est pas une réunion de paix, mais un conseil de guerre.

Pour comprendre ce qu'aborde une conférence, on pense habituellement que la question à poser est « qui participe ? ». Toutefois, je crois que la véritable question doit toujours être : « qui n'est pas invité ? ».

Une rencontre de paix afin de traiter du conflit israélo-palestinien dans lequel on n'invite pas le Hamas n'est pas une réunion de paix, mais bien un conseil de guerre contre, entre autres, le Hamas et une partie substantielle de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza qui a élu majoritairement ce parti au Conseil législatif palestinien.

Le contexte stratégique de la conférence d'Annapolis est tracé par la stratégie néo-conservatrice de « guerre préventive » globale et sans fin contre la « menace islamiste » que les fondamentalistes chrétiens de droite des Etats-Unis ont élaboré. Une stratégie que les conseillers du président Bush appellent entre eux simplement et sans euphémismes, « la guerre contre l'Islam ».

Le Hamas ne constitue ainsi qu'un des objectifs auquel il faut ajouter l'Iran, le Hezbollah au Liban et probablement la Syrie, bien que le régime syrien est laïque et l'un de ceux qui ont le plus massacré d'islamistes dans tous les Etats du Proche-Orient. Mais qu'es-ce que cela change ? Pour les néo-conservateurs qui continuent à conseiller Bush, tous les Arabes sont des musulmans et tous les ennemis de Washington sont les objectifs d'une croisade destinée à défendre la « civilisation judéo-chrétienne contre la menace de l'Islam », y compris si les noms de ces ennemis sont Hugo Chavez ou Evo Morales.

Lors de sa récente visite au Proche-Orient, la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice en a profité pour organiser et préparer les troupes pour la guerre qui s'annonce, elle a distribué les dollars aux Etats mercenaires, menacé les récalcitrants et donné ses instructions au gouvernement israélien. Le « front des Etats modérés », comme on appelle sans honte les serviteurs de Washington, se prépare à la guerre et la conférence d'Annapolis **n'est qu'un des premiers jalons.**

Cependant, un élément majeur semble absent des préparatifs US : quel sera la réaction iranienne et les coûts, tant humains que matériels, d'une telle guerre ? Téhéran n'est pas Gaza et l'Iran dispose de moyens lui permettant de répondre à une agression israélo-US. Les habitants de Tel Aviv pourraient bien être ceux qui payeront un prix très élevé pour les plans lunatique de George W. Bush. Ce qui, à vrai dire, ne le préoccupe guère.

La dernière déclaration du fou de la Maison Blanche donne froid dans le dos : il met en garde contre « une IIIe guerre mondiale » ! « Mettre en garde » est une expression néo-conservatrice qui signifie en réalité « menacer ». Bref, immergé dans un état de démence absolue, Bush menace de commencer une guerre nucléaire au Proche-Orient qui pourrait facilement s'étendre au reste du monde.

Avec un cynisme total, les néo-conservateurs présentent cette guerre comme un conflit « pour défendre les Juifs ». Autrement dit, les Juifs servent de prétexte et de première ligne pour une nouvelle croisade dirigée par des chrétiens fondamentalistes « en défense de la civilisation judéo-chrétienne »...

**Non merci !** Nous, les Juifs, nous devrions payer deux fois un prix très élevé pour cette guerre : en premier lieu en tant que bataillon avancé des « croisés » et en second lieu en tant que victimes expiatoires lorsque la guerre sera un échec. Car il ne fait aucun doute que lorsque cette aventure belliqueuse s'achèvera dans un sanglant fiasco, les mêmes dirigeants qui utilisent les Juifs comme prétexte les accuseront de leur échec ! Il n'est pas nécessaire d'être un prophète pour prédire que les fondamentalistes chrétiens qui entourent Bush et impulsent le « choc des civilisations » - des supers sionistes qui sont à la fois profondément antisémites - rendront les Juifs coupables de la crise à laquelle leur sainte croisade contre l'Islam amènera le monde occidental.

Une voix haute et claire en Israël et dans la planète entière doit se faire entendre afin de dire « Pas en notre nom ! N'utilisez pas les Juifs comme prétexte pour votre agression impérialiste ! ». Malheureusement, à Annapolis, les deux Ehuds, Olmert et Barak, feront exactement le contraire et joueront le jeu de la propagande



des pires antisémites de notre ère, ceux qui sont prêts à utiliser les Juifs comme prétexte et principal instrument pour une IIIe guerre mondiale.

Que Dieu ou n'importe quoi qui puisse arrêter cette folie nous aide.

Michel Warshawski

LCR Belgique, dimanche, 28 octobre 2007.

Publié sur **Alternative Information Center de Jérusalem**

[www.alternativenews.org](http://www.alternativenews.org)

Traduction : **LCR Belgique -Web** [www.lcr-la gauche.be](http://www.lcr-la gauche.be)

Michel Warshawski est un militant israélien anti-sioniste et anti-impérialiste de longue date.

Il est co-fondateur de l'Alternative Information Center de Jérusalem dont il est actuellement co-directeur. (

[www.alternativenews.org](http://www.alternativenews.org))

---

## 1-6 Point de vue de Jonathan Cook: Palestine : diviser pour régner, dans le style israélien.

Le boycott de l'Autorité Palestinienne par Israël et la communauté internationale leur a finalement sauté au visage avec la récente et sanglante prise de contrôle de Gaza par le Hamas.

C'est du moins le raisonnement de Gideon Lévy, une des voix les plus sensées qui se puissent encore trouver en Israël. « *Affamer, assécher et bloquer l'aide ne flétrit pas les consciences ni n'affaiblit les mouvements politiques. Au contraire... La réalité a réfuté le cœur des experts et des commentateurs qui prêchaient la politique de boycott. L'idée stupide qu'il est possible de faire tomber un gouvernement élu en exerçant des pressions sur une population impuissante a essuyé un échec complet.* »

Mais Lévy se serait-il trompé ? Les visages de politiciens israéliens et américains, y compris ceux d'Ehoud Olmert et George W. Bush, ne paraissent nullement assombris. Au contraire. Au cours de la quinzaine écoulée, on les a vus et entendus plus satisfaits d'eux-mêmes que jamais.

Le problème avec l'analyse de Lévy est qu'elle suppose qu'Israël et les Etats-Unis attendaient des sanctions qu'elles conduisent à la chute du Hamas, soit en amenant le Fatah à prendre le dessus au point de pouvoir donner le coup de grâce au gouvernement palestinien, soit en poussant des Palestiniens ordinaires à se soulever et à exiger que leur précédent choix électoral soit inversé et que le Fatah soit réinstallé. Bref, Lévy, comme la plupart des observateurs, présume que la politique visait à imposer un changement de régime.

### **Et si tel n'était pas le but des sanctions ? Dans ce cas, quels objectifs Israël et les Etats-Unis ont-ils poursuivis ?**

Le parallèle entre l'Irak et Gaza peut être instructif. Après tout, l'Irak est la seule autre expérience occidentale de sanctions appliquées pour affamer une nation. Et nous savons tous où cela a conduit : à un ancrage encore plus profond du pouvoir de Saddam Hussein.

Il est vrai que les circonstances diffèrent, en Irak et à Gaza : la plupart des Irakiens voulaient le départ de Saddam sans avoir les moyens d'opérer un changement, tandis que la plupart des Gazaouis voulaient la participation du Hamas et l'a amenée en votant pour lui aux élections de l'année dernière. Il se peut néanmoins que les Etats-Unis et Israël aient tiré un enseignement différent de l'expérience des sanctions en Irak.

De manière intentionnelle ou non, les sanctions se sont révélées un instrument très efficace dans la destruction des liens internes qui faisaient tenir ensemble la société irakienne. La

misère et la faim sont de puissantes incitations à s'en prendre à son voisin aussi bien qu'à son ennemi. Une société dans laquelle les ressources - nourriture, médicaments, eau et électricité - viennent à manquer est aussi une société où chacun pense à soi. C'est une société qui, avec un petit coup de pouce, peut facilement être amenée à se déchirer.

Et c'est précisément ce que les Américains ont commencé à manigancer après leur invasion « shock and awe » (choc et effroi) de 2003. Contrairement aux précédentes interventions américaines à l'étranger, Saddam n'a pas été renversé pour être remplacé par un autre homme fort - davantage du goût de l'Occident. Au lieu d'un changement de régime, nous avons eu droit à un renversement de régime. Ou comme l'a exprimé Daniel Pipes, un des idéologues néoconservateurs de l'attaque contre l'Irak, le but était « *limité à la destruction de la tyrannie, sans parrainer son remplacement... S'occuper de l'Irak n'est ni de la responsabilité de la coalition, ni son fardeau.* »

A la place de Saddam, les Américains ont créé un abri sûr connu sous le nom de Zone Verte, à partir duquel leur régime d'occupation peut vaguement maintenir l'ordre dans le pays et superviser le vol du pétrole irakien, tout en regardant tranquillement la spirale d'une guerre civile sectaire entre les populations sunnite et chiite échapper à tout contrôle et décimer la population irakienne.

Qu'espérait accomplir Washington ? Pipes en offre un indice : « *Lorsque des terroristes sunnites visent des Chiites et vice-versa, les non-musulmans [autrement dit les forces américaines d'occupation et leurs alliés] risquent moins d'être atteints. Bref, une guerre civile en Irak constituerait une tragédie humanitaire mais pas stratégique.* » En d'autres termes, il était préférable de rendre possible une guerre civile en Irak plutôt que de permettre aux Irakiens de s'unir et d'organiser une résistance efficace à l'occupation américaine. Après tout, les morts irakiens - au moins 650.000 selon le dernier décompte réaliste - sont pour ainsi dire sans valeur, alors que la vie des soldats américains se paie par des motions appelant au retour à la maison.

Pour la cabale néocon qui se cache derrière l'invasion de l'Irak, une guerre civile semblait offrir deux résultats avantageux.

Tout d'abord, elle érodait la solidarité entre Irakiens ordinaires, épuisant leurs énergies et les rendant moins susceptibles de rejoindre ou de soutenir la résistance à l'occupation. L'insurrection est restée la source d'une terrible irritation pour les forces américaines mais sans constituer le coup fatal que cela aurait été si Sunnites et Chiites avaient combattu côte à côte. Résultat : le vol des ressources irakiennes a été facilité.

Deuxièmement, à long terme, une guerre civile rend inévitable un lent processus de partition communautaire et de nettoyage ethnique. Quatre millions d'Irakiens auraient été contraints de quitter le pays ou de fuir leurs maisons. L'Irak est en cours de morcellement en petits fiefs ethniques et religieux qu'il sera plus commode de gérer et de manipuler.

### **Est-ce là le modèle pour Gaza maintenant et plus tard pour la Cisjordanie ?**

Il vaut la peine de rappeler que ni Israël ni les Etats-Unis n'ont poussé à un allègement des sanctions contre l'Autorité Palestinienne après la formation, au début de cette année, du gouvernement d'unité nationale du Hamas et du Fatah. En fait les Etats-Unis et Israël ont eu bien de la peine à cacher leur panique devant ce développement. L'accord de la Mecque sitôt signé, les comptes-rendus des efforts investis par les Etats-Unis dans l'entraînement et l'armement des forces armées du Fatah fidèles au Président Mahmoud Abbas ont fait la matière principale des journaux.

Le soutien américain au Fatah ainsi que des arrestations continues de parlementaires du Hamas en Cisjordanie ont eu pour effet cumulé d'amener les relations déjà tendues entre Hamas et Fatah au point de rupture. Lorsque le Hamas a appris qu'encouragés par les Etats-Unis, le chef de la sécurité d'Abbas, Mohammed Dahlan, préparait un coup de force contre lui à Gaza, il a tiré le premier.

Le Fatah a-t-il réellement cru pouvoir lancer un coup de force à Gaza, étant donnée l'évidente faiblesse de ses forces là-bas, ou bien la rumeur d'un possible coup de force par le Fatah n'était-elle guère plus qu'un effet imprimé par les Etats-Unis et Israël, destiné à miner la confiance du Hamas à l'égard du Fatah et à perdre le gouvernement d'unité ? Abbas et Dahlan espéraient-ils vraiment renverser le Hamas, ou étaient-ils les idiots utiles dont les Etats-Unis et Israël avaient besoin ? Voilà des questions qui pourraient avoir à être tranchées par les historiens.

Mais comme les empreintes digitales d'Elliot Abrams, l'un des néocons ayant la plus grande longévité au sein de l'administration Bush, se retrouvent en tous points de cet épisode, nous pouvons présumer que ce que Washington et Israël projettent pour les Palestiniens aura de fortes similitudes avec ce qui a été entrepris en Irak.

En manigançant la destruction du gouvernement d'unité, Israël et les Etats-Unis se sont assurés qu'il n'y aurait pas de risque d'émergence d'un nouveau consensus palestinien, du genre à pouvoir acculer Israël à des pourparlers de paix. Un gouvernement d'unité aurait pu trouver une formule offrant à Israël :

- une reconnaissance limitée à l'intérieur des frontières d'avant 1967 en échange de la reconnaissance d'un Etat palestinien et de l'intégrité territoriale de la Cisjordanie et de Gaza ;
- un cessez-le-feu à long terme en échange de la cessation par Israël de sa campagne de violence constante et de violations incessantes de la souveraineté palestinienne ;
- et un engagement à honorer les accords passés en échange de quoi Israël se conformerait aux résolutions de l'ONU et accepterait une solution juste pour les réfugiés palestiniens.

Après des décennies de mauvaise foi israélienne et de rancœur croissante entre Fatah et Hamas, les chances de trouver un terrain d'entente pour faire une telle proposition auraient, il faut le reconnaître, été minces. Mais aujourd'hui elles sont inexistantes.

**C'est exactement ce que veut Israël**, parce qu'il n'a aucun intérêt à des pourparlers de paix sérieux avec les Palestiniens ni à un accord définitif. Israël entend seulement imposer des solutions conformes à ses intérêts qui sont de s'assurer le maximum de terres pour un Etat exclusivement juif et d'abandonner les Palestiniens à un tel degré de faiblesse et de division qu'ils ne seront jamais en mesure d'opposer un défi sérieux aux diktats d'Israël.

Au lieu de quoi, le triste pouvoir du Hamas sur le camp de prisonniers appelé Gaza et le gouvernement corrompu du Fatah sur les ghettos appelés Cisjordanie offrent à Israël et aux Etats-Unis un modèle plus satisfaisant - et assez semblable à l'Irak. Quelque chose comme le diviser pour régner du shérif dans le Far West.

Tout comme en Irak, Israël et les Etats-Unis se sont assurés qu'aucun homme fort palestinien ne se lève pour remplacer Yasser Arafat. Tout comme en Irak, ils encouragent la guerre civile comme alternative à une résistance à l'occupation, tandis que les ressources de la Palestine - de la terre et non du pétrole - sont volées. Tout comme en Irak, ils provoquent une partition permanente et irréversible, dans ce cas-ci entre la Cisjordanie et Gaza, afin de créer des ghettos territoriaux plus commodes à régir. Et tout comme en Irak, la réaction probable du côté des Palestiniens est un extrémisme encore plus grand qui minera leur cause aux yeux de la communauté internationale.

### **Où cela mènera-t-il les Palestiniens ?**

Israël tire déjà les ficelles du Fatah avec une nouvelle habileté depuis l'humiliation subie par celui-ci à Gaza. Abbas jouit à présent des largesses d'Israël pour son régime corrompu de Cisjordanie, dont la décision de libérer une part substantielle des 700 millions de dollars de taxes dues aux Palestiniens (y compris ceux de Gaza, bien sûr) et retenues par Israël depuis des années. D'après les médias israéliens, le prix en a été l'engagement pris par Abbas de ne pas envisager un retour au sein d'un gouvernement d'unité avec le Hamas.

Le but sera d'amener les tensions entre le Hamas et le Fatah au point de rupture en Cisjordanie mais en s'assurant la victoire du Fatah dans cette confrontation-là. Le Fatah est déjà plus fort militairement et, avec le généreux parrainage d'Israël et des Etats-Unis - comprenant de l'armement, de l'entraînement et le possible retour de la Brigade Badr actuellement terrée en Jordanie - il devrait être en mesure de mettre le Hamas en déroute. Désirée depuis si longtemps par Israël, la différence de statut entre Gaza et la Cisjordanie, sera alors complète.

Le peuple palestinien a déjà été morcelé en une multitude de circonscriptions. Il y a les Palestiniens sous occupation, ceux qui vivent comme citoyens israéliens de seconde classe, ceux qui sont autorisés à rester « résidents » de Jérusalem et ceux qui sont dispersés dans des camps à travers le Proche-Orient. Même à l'intérieur de ces groupes, il y a une foule de sous-identités : réfugiés et non réfugiés ; réfugiés inclus parmi les citoyens de leur pays d'accueil et ceux qui sont exclus ; Palestiniens occupés vivant sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne et ceux qui vivent sous gouvernement militaire israélien ; et ainsi de suite.

Israël a maintenant bétonné la division peut-être la plus significative de toutes : **l'absolue et irréversible séparation de Gaza et de la Cisjordanie**. Ce qui s'applique à l'un ne sera plus vrai pour l'autre. Chacun sera un cas séparé ; leurs destins ne seront plus liés. L'un sera le Hamastan, comme les Israéliens aiment à l'appeler, et l'autre le Fatahland, avec des gouvernements distincts et un traitement différent de la part d'Israël et de la communauté internationale.

**Les raisons pour lesquelles Israël préfère cet arrangement sont multiples.**

Premièrement, la communauté internationale peut faire passer Gaza aux pertes et profits, comme cas désespéré. Les médias israéliens sont actuellement inondés de commentaires condescendants émanant de l'establishment politique et militaire, sur la manière d'éviter une crise humanitaire à Gaza, y compris par des largages de l'aide par-dessus la « clôture de sécurité » de Gaza - comme si Gaza était le Pakistan après un tremblement de terre. A en juger par l'expérience du passé et les échos menaçants venant du nouveau Ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, ces colis alimentaires se mueront rapidement en bombes si Gaza ne se tient pas tranquille. Ainsi que de hauts fonctionnaires israéliens et américains l'ont formulé, la situation offre une nouvelle « clarté ». Dans le Hamastan, les militants et les civils de Gaza peuvent être pris pour cibles par Israël avec peu de discrimination et sans provoquer de tollé de la communauté internationale. Israël aura l'espoir que le message venant de Gaza ne sera pas perdu pour les Palestiniens de Cisjordanie au moment de décider à qui accorder leur soutien, au Fatah ou au Hamas.

Deuxièmement, lors de leur rencontre, la semaine dernière, Olmert et Bush ont relancé la discussion d'un Etat palestinien. Selon Olmert, Bush « souhaite concrétiser, dans le temps de son mandat, le rêve de la création d'un Etat palestinien ». Ils tiennent tous deux beaucoup à faire de rapides progrès, signe assuré qu'il y a malice. Assurément, ils savent qu'ils ne sont actuellement soumis à aucune pression pour créer, en Cisjordanie et à Gaza, l'Etat palestinien viable promis autrefois par le Président Bush. Un Mahmoud Abbas en difficulté n'appellera pas à l'inclusion de Gaza dans son fief-ghetto.

Troisièmement, la séparation de Gaza d'avec la Cisjordanie peut être utilisée pour insuffler une nouvelle vie au plan de convergence, plutôt défraîchi, d'Olmert - s'il peut lui faire revêtir de nouveaux atours. La convergence, qui demandait un retrait très limité des zones de Cisjordanie fortement peuplées de Palestiniens tandis qu'Israël annexait la plupart de ses colonies illégales et gardait la vallée du Jourdain, fut officiellement abandonnée l'été dernier après l'humiliation d'Israël par le Hezbollah.

**Pourquoi chercher à relancer la convergence ?** Parce qu'elle est la clé qui permet à Israël de s'assurer l'Etat-forteresse juif dilaté qui constitue sa seule protection sûre contre la rapide croissance démographique des Palestiniens qui l'emporteront bientôt en nombre sur les Juifs, en Terre Sainte, et les peurs d'Israël de pouvoir alors être comparé à l'Afrique du Sud de l'apartheid.

L'establishment de la sécurité israélienne a depuis longtemps mis en garde contre le fait que si l'occupation se poursuivait sans changement, les Palestiniens finiraient par ouvrir les yeux sur la seule réponse réalisable : dissoudre l'Autorité Palestinienne - **la ruse la plus ingénieuse** d'Israël pour faire porter par le leadership palestinien la responsabilité de réprimer la résistance à l'occupation - et contraindre par là Israël à payer la note de l'occupation à la place de l'Europe. L'étape suivante serait une lutte anti-apartheid en faveur d'un seul Etat couvrant la Palestine historique.

C'est pour cette raison que la séparation démographique d'avec les Palestiniens est devenue la logique de toute initiative politique israélienne majeure depuis Oslo - et y compris Oslo. La convergence exige qu'il n'y ait pas perte de contrôle d'Israël sur les vies palestiniennes, ce contrôle étant assuré par un réseau de murs pratiquement achevé, des colonies, des routes de contournement et des checkpoints, simplement un nouvel emballage de leur occupation sous la forme d'un Etat.

La plus grande objection qui est faite en Israël au plan d'Olmert - tout comme au désengagement de Gaza qui y est lié - a été l'inquiétude qu'une fois l'armée retirée unilatéralement des ghettos palestiniens, les Palestiniens seraient libres de lancer des attaques terroristes, y compris le tir de roquettes depuis leurs prisons sur Israël. La plupart des Israéliens n'envisagent évidemment jamais le rôle joué par l'occupation dans incitation à de telles attaques.

Mais Olmert peut croire avoir trouvé un moyen de faire taire les critiques intestines. Pour la première fois, il paraît sincèrement tenir à amener ses voisins arabes à s'impliquer dans l'établissement d'un « Etat » palestinien. Alors qu'il partait cette semaine pour le sommet de Charm el-Cheikh devant réunir l'Egypte, la Jordanie et Abbas, Olmert a déclaré qu'il souhaitait « *travailler conjointement à créer la plateforme pouvant mener à un nouveau commencement entre nous et les Palestiniens.* »

Voulait-il parler de partenariat ? Une source du cabinet du Premier ministre a expliqué au Jerusalem Post pourquoi ces trois pays et Abbas se rencontreraient. « *Ce sont les quatre parties directement frappées par ce qui se passe en ce moment, et ce qu'il faut c'est un niveau de coopération différent entre elles.* » Un autre porte-parole s'est lamenté de l'échec à obtenir jusqu'ici la participation des Saoudiens.

Cela semble **indiquer un changement radical** dans le point de vue israélien. Jusqu'ici, Tel Aviv considérait les Palestiniens comme un problème domestique - après tout, ils se trouvent sur une terre qui, si du moins il faut en croire la Bible, appartient légitimement aux Juifs. Toute tentative visant à internationaliser le conflit était dès lors repoussée avec acharnement.

Mais le cabinet du Premier ministre israélien parle maintenant ouvertement d'obtenir une implication plus directe du monde arabe, non seulement dans son rôle habituel de médiateur avec les Palestiniens, ni même simplement dans la surveillance des frontières contre la contrebande, mais aussi pour faire la police dans les territoires. Israël espère que l'Egypte, en particulier, est aussi inquiète que Tel Aviv de l'émergence d'un Hamastan à ses frontières et qu'elle peut être incitée à employer la même politique répressive contre les islamistes de Gaza que contre les siens propres.

De même, le principal rival politique d'Olmert, Benjamin Netanyahu, du Likoud, n'a pas seulement fait mention d'une implication égyptienne à Gaza mais même une présence militaire jordanienne en Cisjordanie. Les régimes arabes « modérés », comme Washington aime à les appeler, sont vus comme la clé permettant de développer de nouvelles idées au sujet d'une « autonomie » palestinienne et d'une « confédération » régionale. Tant qu'Israël dispose d'un collaborateur en Cisjordanie et d'un gouvernement infréquentable à Gaza, il peut croire dans sa capacité d'acculer le monde arabe à soutenir un tel « plan de paix ».

Quel sens cela aura-t-il en pratique ? Il est possible, comme le spéculait Zvi Barel de Haaretz, que nous voyions l'émergence d'une demi-douzaine de gouvernements palestiniens en charge des ghettos de Gaza, Ramallah, Jénine, Jéricho et Hébron. Chacun pourrait être encouragé à se lancer dans la concurrence pour gagner la protection et l'aide des régimes arabes « modérés », mais à la condition qu'Israël et les Etats-Unis soient satisfaits des performances de ces gouvernements palestiniens.

En d'autres termes, Israël a l'air de ressortir encore un autre plan pour administrer les Palestiniens et leur irritante obsession de souveraineté. La dernière fois, sous Oslo, les Palestiniens avaient été chargés de maintenir l'ordre de l'occupation pour le compte d'Israël.

Cette fois-ci, les Palestiniens étant bouclés dans leurs prisons séparées travesties en Etat, Israël peut croire être en mesure de trouver un nouveau geôlier pour les Palestiniens : le monde arabe.

Jonathan Cook.

Carloslatuff

*The Electronic Intifada*, 26 juin 2007.

Source : The Electronic Intifada, [Divide and rule. Israeli style](#)

Traduit de l'anglais par Michel Ghys

Source : Info Palestine [www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)

---

## 1-7 Point de vue de Jonathan Sivia Cattori.net : Israël ne respecte pas les vivants. Il pourrait au moins respecter les morts.

Partis, associations, hommes et femmes de paix et de justice, où êtes-vous ? Pourquoi face à cette injustice je ne vous entends pas crier "Assez !" ? Chaque jour qui passe votre silence permet à Israël et à ses alliés, de franchir de nouveaux degrés dans l'abomination. Où sont les défenseurs des Droits de l'homme, les préposés à combattre le racisme, toujours si prompts à accuser des honnêtes gens "d'antisémitisme" ?

Hier soir, je regardais les nouvelles sur CNN.

J'étais effondrée devant ces images, sans cesse répétées, d'hommes, de femmes, d'enfants, que les avions israéliens s'acharnent à tuer avec des missiles à Gaza.

Les Palestiniens ne peuvent même plus se sentir en harmonie avec leur ciel, tant il est devenu synonyme d'horreur. L'horreur à travers la terreur que les pilotes israéliens font régner en survolant jour et nuit la bande de Gaza.

Comment le monde peut-il continuer de tolérer en silence que des Etats exterminent des êtres humains d'une manière aussi bestiale ?

J'étais là écrasée par l'effroi, en peine, en pensant aux familles des victimes de cette violence aveugle, quand est apparu sur l'écran l'ambassadeur Dan Gillerman, l'ambassadeur israélien auprès des Nations Unies à New York.

A ma surprise Dan Gillerman en parlant des Palestiniens a martelé par deux fois : "**Ce sont des animaux, ce sont des animaux...**"

Il a dit cela avec dégoût, avec violence, avec satisfaction, au moment même où, à Gaza, les Palestiniens effrayés ramassaient leurs cadavres et leurs blessés en hurlant de douleur.

Dan Gillerman est un ambassadeur. Un des plus hauts représentants de l'Etat juif d'Israël. S'il dit cela comme il le dit, c'est que les citoyens d'Israël sont d'accord, dans leur très grande majorité, avec son propos démentiel.

Les extrémistes israéliens, dans leur grande majorité, sont intimement convaincus que les Palestiniens sont des "animaux à deux jambes."

Le mot est officiellement proclamé désormais, en ce 24 août 2003. Cela veut dire, que si les Palestiniens sont des "animaux", Israël peut donc les exterminer tous et nous, nous sommes censés nous taire et ne pas verser une larme pour des gens de cette espèce.

C'est à cela qu'il nous prépare l'ambassadeur d'Israël. A leur écrasement. Nous l'avions déjà pressenti.

Si un ambassadeur de Palestine avait osé proclamer, après un massacre survenu à Jérusalem, pour le minimiser, que les Israéliens étaient des "animaux", le monde se serait dressé comme un seul homme pour le condamner.

Qu'attendez-vous hommes et femmes de ce monde pour prendre position contre les crimes qui condamnent Israël ? Les êtres humains n'ont-ils pas la même valeur selon qu'ils sont Palestiniens ou Israéliens ?

Devons-nous abandonner les Palestiniens à leur triste sort et soutenir sans conditions, l'occupation militaire, la colonisation, le Mur de l'apartheid et la politique raciste d'Israël sous peine d'être tous considérés comme "antisémites" ?

Nous, de ce monde là, nous n'en voulons pas. Nous le combattons de toutes nos forces.

L'Etat d'Israël est le seul Etat qui ose défier les gouvernements du monde en ne respectant aucune des lois et aucun des principes qui régissent les règles les plus élémentaires de l'humanité. Tout cela dure depuis 60 ans. Dans le monde d'aujourd'hui, il n'y a pas d'autre Etat qui exerce une tyrannie d'une telle cruauté sur un peuple sans défense.

- [Sivia Cattori.net](http://SiviaCattori.net)

09 Novembre 2007

Sources [Global Research](http://GlobalResearch)

Posté par Adriana Evangeliz

---

## 1-8 Point de vue de Khaled Amayreh : Israël : perpétuel criminel, perpétuel menteur.

Exactement comme les nazis cherchèrent à concocter des "raisons" pour justifier leurs crimes, l'Etat sioniste d'Israël et ses partisans fanatiques font de même pour justifier le génocide lent que l'Etat juif perpète contre les 1,4 million d'habitants de la Bande de Gaza. Les porte-paroles et les apologues israéliens, en particulier en Amérique du Nord, où les Juifs sionistes contrôlent une grande partie des médias, proclament systématiquement qu'Israël n'a aucune obligation morale ou légale de nourrir ou de s'occuper de la nourriture des Gazans sous blocus.

C'est bien sûr un argument manifestement trompeur, parce qu'Israël est toujours "la puissance occupante" de la Bande de Gaza et l'armée israélienne contrôle toujours de façon étroite l'espace aérien, les eaux territoriales et tous les passages frontaliers de Gaza.

Israël contrôle également les déplacements de tous les individus et le flux des marchandises et des services entrant et sortant de Gaza. Raisons pour lesquelles Israël ne peut pas en même temps maintenir Gaza sous contrôle et désavouer sa responsabilité dans la catastrophe humaine et économique qui se développe dans le petit territoire.

Certains esprits malades déclarent que parce qu'Israël est un Etat souverain, il a le droit de faire ce qu'il juge adéquat pour se défendre et préserver ses intérêts.

Oui, les nazis ou les néo-nazis contemporains peuvent tenir un argument similaire au sujet du 3ème Reich, à savoir que l'Allemagne sous Hitler était un Etat souverain et qu'elle avait le droit de faire tout ce qu'elle jugeait adéquat pour défendre et préserver les intérêts allemands.

Mais si les états souverains ont le droit de se comporter comme bon leur semble pour défendre leurs intérêts, alors les Juifs devraient cesser de blablater sur l'holocauste, puisque, selon cette logique ridicule, l'Allemagne avait le droit de faire tout ce qu'elle a fait pendant la 2ème Guerre Mondiale.

La souveraineté n'est pas absolue, et aucun état-nation n'a le droit de commettre des crimes contre l'humanité et de violer les droits humains et les libertés de ses citoyens et sujets sous le prétexte de souveraineté. Il va sans dire que les Palestiniens, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, sont les sujets et les prisonniers d'Israël.

Oublions le **judenrat palestinien** (1) appelé Autorité Palestinienne.

Les porte-paroles israéliens continuent de répéter, sans aucune honte, qu'Israël a mis fin à son occupation militaire de Gaza, et qu'il n'est plus responsable du bien-être des 1,4 millions d'êtres humains du territoire.

En vérité, loin de mettre fin à son occupation de la Bande de Gaza, Israël a en fait transformé la petite enclave côtière d'environ 300km<sup>2</sup> en un camp de détention qui ressemble, de façon choquante, au ghetto de Varsovie sous les nazis.

C'est vrai qu'Israël a évacué quelques 2.000 colons juifs de Gaza, principalement pour éviter les conséquences démographiques de l'annexion d'une importante population non juive à Israël.

Mais l'Etat juif a maintenu son contrôle sur la vie de Gaza en contrôlant les livraisons de nourriture, d'énergie et d'eau vers l'enclave bondée où près de 70% de la population a recours à l'aide alimentaire mensuelle de l'UNRWA et autres associations caritatives.

L'année dernière, après la capture d'un soldat israélien par la guérilla palestinienne, l'armée israélienne a lancé une incursion de grande envergure à Gaza, tuant des centaines de personnes, pour la plupart des civils innocents. De plus, l'armée israélienne a bombardé et détruit la plupart de l'infrastructure civile de Gaza, dont la centrale électrique, les routes, les écoles et les bâtiments publics.

La justification classique israélienne pour le blocus criminel actuel est qu'Israël a le droit et le devoir de défendre ses citoyens contre les projectiles Qassam tirés par les résistants palestiniens sur les colonies juives voisines.

C'est bien sûr un argument trompeur. Le Hamas et l'Autorité Palestinienne ont maintes fois proposé un cessez-le-feu total, qu'Israël a toujours refusé.

Alors, que veut réellement Israël ? Tuer les Gazans lentement, et aussi tranquillement que possible ? Israël ne peut affamer et bloquer Gaza et couper les fournitures de fuel et d'électricité et les autres produits vitaux aux habitants déjà suppliciés et en même temps se plaindre des tirs de quelques projectiles pratiquement inoffensifs, qui causent très peu de dégâts.

En plus de 3 ans, et après les tirs de milliers de roquettes Qassam, seuls 10 Israéliens ont été tués. Comparez ce chiffre aux centaines de Palestiniens, femmes, hommes et enfants tués impitoyablement par la machine de mort israélienne depuis la capture du soldat israélien l'an dernier.

Ce ne sont pas des représailles. C'est un massacre prolongé.

C'est une honte que des armes létales, prévues pour servir contre des armées régulières et puissantes, soient utilisées pour infliger la mort et la terreur sur des civils impuissants et sans protection. Oui, une armée qui se sert de F-16, d'hélicoptères Apache et de tanks Merkava contre des réfugiés pauvres n'est pas une armée de soldats, c'est une armée de voyous et de criminels de droit commun.

Malheureusement, les criminels, y compris les états criminels, ne comprennent pas le sens du mot honte. Il ne figure pas dans leurs dictionnaires.

En bref, Israël triche sur cette question des soi-disant "roquettes" Qassam. Israël provoque systématiquement le tir de ces projectiles en tuant des Palestiniens, en les affamant, en leur interdisant d'aller pêcher dans leurs propres eaux, en les empêchant de quitter Gaza pour le travail, l'enseignement, les soins médicaux et même pour le pèlerinage aux lieux saints de La Mecque.

Est-ce que le monde sait, ou s'inquiète de savoir, combien de Gazans attendent la mort parce qu'une nation qui s'autoproclame "*la lumière des nations*" refuse qu'ils aillent en Egypte ou en Cisjordanie pour se faire soigner ?

Honte sur ce monde hypocrite ! Honte !

Aujourd'hui, Gaza ressemble à un camp de concentration, un endroit où l'odeur de la pauvreté, de la souffrance et du désespoir est partout, quand des hommes politiques qui ont perdu toute crédibilité continuent à jacasser sur le droit d'Israël à se défendre en même temps qu'ils ignorent complètement le droit des Palestiniens à la survie, à la sécurité, à la nourriture et à la dignité.

Je sais combien il est futile de faire appel à la plupart des gouvernements de ce monde, qui en sont arrivés à être gouvernés par la satanique doctrine du politiquement correct.

Mais des hommes et des femmes de conscience, de par le monde, peuvent faire la différence s'ils dénoncent et portent dans les rues l'exigence de mettre fin à la tragédie, créé par l'homme, qui se déroule en ce moment à Gaza.

**Pour qu'un changement se produise et que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents soient sauvés d'une mort lente, les gens qui ont une conscience et de la moralité doivent dénoncer, organiser des manifestations, descendre dans les rues et ne rien lâcher jusqu'à ce que cette obscénité se termine.**

C'est aussi l'occasion pour les Juifs de conscience de montrer au monde que les Juifs ne sont pas comme les Allemands, qui n'ont rien dit et sont restés indifférents lorsque le Troisième Reich faisait ce qu'il faisait.

Je dis ceci parce que si Ehud Olmert et Ehud Barak, et les autres criminels de guerre, font ce qu'ils font en votre nom, alors agissez et prouvez au monde que vous êtes à la hauteur des idéaux suprêmes auxquels vous prétendez adhérer.

L'Histoire ne sera pas tendre avec vous, si vous ne le faites pas.

*(1) Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands créèrent des Judenräte (au singulier, Judenrat), c'est-à-dire des conseils juifs. Ces administrations municipales juives servaient à transmettre et à appliquer les ordres et les législations des nazis. Les membres des conseils juifs eurent aussi la charge de fournir des services communautaires de base à la population juive enfermée dans les ghettos. Ils étaient à la fois des courroies de transmission et des administrations complètes pour les Juifs, dont des unités de police.*

Source : [Palestine Info](#)

08-11-2007

Traduction : MR pour ISM

---

## 1-9 Point de vue de IRIB : Olmert doit la longévité de son gouvernement à Bush.

" Israël est redevable au locataire sortant de la Maison Blanche; tout d'abord car il a toujours apporté ses soutiens sans merci à l'implantation des colonies de peuplement. Il a par ailleurs été l'initiateur de la réunion d'Annapolis près de Washington avec les Palestiniens prévue d'ici la fin de l'année. " C'est ce que peut-on lire dans le numéro du 2 novembre du quotidien israélien " Haaretz", citant le Premier ministre israélien, Ehud Olmert. " Olmert est sûr de l'amitié et des soutiens de Bush et espère pour cela parvenir à un accord de paix final avec les Palestiniens d'ici la fin du mandat du président américain George W. Bush en 2008.

Lors de conversations avec les responsables du régime sioniste, Olmert a cité deux raisons de vouloir parvenir à un accord avec le Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, avant que le Président américain, George W. Bush, quitte ses fonctions, toujours à en croire l'auteur. La première est la lettre que Bush a envoyé en

avril 2004 à l'ex Premier Ministre israélien Ariel Sharon, dans laquelle il exprimait son soutien à la conservation par le régime sioniste des grands blocs de colonisation. La seconde est la "Feuille de route" parrainée par Bush, texte qui exige de l'Autorité Palestinienne le démantèlement des organisations palestiniennes avant la création d'un État palestinien.

Bien qu'Olmert se montre désireux de parvenir à un accord avec les Palestiniens d'ici un an, rapporte le Haaretz, il s'oppose toutefois à l'établissement d'un calendrier précis sur la mise en application du dit accord, fait qui est d'ailleurs réclamé haut et fort par la partie palestinienne comme précondition à la poursuite des négociations. Voilà en tout cas la paix à l'américaine, offerte aux Palestiniens, paix dont le fruit ne serait que de fouler davanatge aux pieds les droits palestiniens et d'anéantir pour toujours leur résistance face à l'occupant. Déçu par des années d'apathie onusienne à l'égard des crimes d'Israël, le peuple palestinien semble, quant à lui, avoir définitivement opté pour le combat contre les usurpateurs sionistes. Reste à savoir quelle sera sa part au gâteau que la soi-disant Conférence de paix sur le Proche Orient veut par avance offrir à Israël. C'est une lapalissade de dire que la Conférence d'Annapolis n'est qu'une manœuvre politique en vue de dévier l'attention de l'opinion publique et de normaliser les relations entre le monde arabe et les Sionistes. Pour le reste, cette Conférence a démasqué le visage réel de certains Etats arabes qui ont donné leur aval au compromis avec Israël. A Annapolis, les Sionistes seront autorisés à rester pour toujours en Palestine occupée et à en expulser définitivement les vrais habitants, tandis que la partie palestinienne en sortira perdante.

IRIB

Sources [Alter Info](#)

Posté par Adriana Evangelizt

Dimanche 04 Novembre 2007

---

## 1-10 Point de vue de Gideon Lévy : En séjour illégal, même chez eux...

Les membres de la famille Al-Qa'abneh ont toujours su, durant toutes ces années, qu'ils vivaient dans les Territoires, tout près de Bir-Naballa. Jusqu'à ce que le Mur de séparation arrive et les laisse du côté israélien, avec seulement une porte étroite leur permettant de se rendre aux écoles et lieux de travail du village. Il y a un mois, Israël a fermé la porte.

63 Bédouins en état de siège.

Nous nous sommes assis à l'ombre d'un figuier. Le bruit de l'usine de béton voisine couvrait les cris des bébés qui montaient des cahutes en tôles, mais couvrant tout, il y avait le Mur dressé à quelques dizaines de mètres de nous – tendez la main, vous le touchez – et portant une ombre lourde et accablante. Des ouvriers palestiniens ont travaillé dur pour achever la route de sécurité qui serpente le long du Mur de béton. Huit mètres de haut, ici.

Du côté palestinien du Mur en béton, on voit dépasser les toits des maisons de Bir-Naballa, des citernes d'eau et des antennes aussi. C'est là-bas, au-delà du Mur, que se trouve le centre de la vie de nos hôtes, un groupe d'hommes bédouins, notables au regard sombre. L'école de leurs enfants, les maisons de leurs proches et leurs sources de revenus. Jusqu'il y a quelques jours, ils pouvaient encore se rendre là-bas, à une centaine de mètres, par une brèche dans le Mur, gardée par un soldat. Mais maintenant, la dernière ouverture a été fermée, bouchée par du béton et le passage leur est barré.

Les membres de la famille Al-Qa'abneh est en état de siège. Pour se rendre à l'école qui se trouve derrière le Mur, les enfants doivent parcourir un long chemin compliqué. Pour rentrer à la maison, ils doivent s'équiper chaque jour d'une nouvelle attestation. Pour acheter un sac de nourriture pour le bétail, il faut faire un parcours comparable, de une à deux heures à pied et en voiture. Les malades et les femmes enceintes ? Par chance, depuis que le blocus a été instauré, la situation ne s'est pas encore présentée.

D'après leurs cartes d'identité vertes, ce sont des habitants des Territoires, mais le sort a décidé de les laisser du côté israélien du Mur, là où il est interdit à un habitant des Territoires de se déplacer sans un permis en poche. Un groupe de bergers paisibles : leur univers s'est effondré sur eux et ils crient à l'aide.

Leur avocat, Shlomo Laker, a déjà déposé plainte auprès de la Cour suprême mais le moulin de la justice tourne lentement : la prochaine audience est fixée en janvier, la juge Myriam Naour n'a pas trouvé bon de lancer une ordonnance avant faire droit et en attendant, les enfants et leurs parents sont jetés sur des chemins tortueux, dépensant de fortes sommes et perdant un temps précieux pour se rendre à l'école ou à l'épicerie. Les voilà emprisonnés dans leurs maisons et même là, ils sont considérés comme en séjour illégal. « Nous demandons à toute instance ou organisation d'agir et de venir à notre rescousse », dit le moukhtar, Moussa Qa'abneh, « Ce ne sont pas des dons que nous sollicitons, mais seulement que quelqu'un se range à nos côtés dans notre combat pour une vie normale ».

Ils sont ici depuis 1967 à la limite est de Bir-Naballa, à quelques centaines de mètres du barrage de Kalandiya, au nord de Jérusalem. Jusqu'en 5708 [*année du calendrier juif couvrant partiellement 1947 et 48 - ndt*], ils vivaient dans le Néguev dont ils ont été chassés ou dont ils ont fui vers la Cisjordanie. Après la guerre des Six jours, ils ont pris à bail des terres appartenant à des habitants de Beit Hanina tout proche et qui a été annexé à Jérusalem, et ils ont commencé à y cultiver et à y garder leurs troupeaux.

Ils sont aujourd'hui 63 âmes, appartenant à six familles, 14 en âge d'école dont sept sont les enfants de Mahmoud Al-Qa'abneh qui a été le directeur d'une école bédouine près de Jéricho et qui est maintenant retraité. Ces dernières semaines, il a fait office de parent accompagnateur pour les enfants du lieu, sur leur chemin tortueux jusqu'à l'école de Bir-Naballa. 16 constructions temporaires, cahutes de tôle ou de toile, plantées au seuil d'un oued dans lequel l'usine israélienne de béton de la zone industrielle d'Atarot déverse régulièrement ses eaux usées. La nuit, au lieu de chiens, c'est la troupe d'oies qui veille sur eux : leurs cris avertissent de l'approche de tout étranger.

L'électricité et l'eau, ils se les font venir par des lignes improvisées qui passent par l'ouverture de drainage aménagée sous le Mur de séparation construit ici il y a un an et demi environ et qui porte le nom impeccablement lessivé d' « enveloppe de Jérusalem ». Mais ce Mur n'enveloppe personne ici, il étrangle seulement. Lorsque quelqu'un veut se laver ou préparer une tasse de thé, il téléphone à des proches qui vivent à Bir-Naballa, de l'autre côté du Mur, et leur demande de leur ouvrir le robinet.

Jusqu'en 1994, ils vivaient à 500 mètres plus à l'est du figuier sous lequel nous sommes assis. C'est alors que sont arrivés les délégués des autorités qui leur ont expliqué que leurs cahutes en tôle se trouvaient sur le territoire de la municipalité de Jérusalem et qu'ils devaient le quitter – 500 mètres en tout. Leur site à eux a été détruit et ils ont été amenés là où ils sont maintenant. Les délégués des autorités leur ont expliqué que dorénavant, ils habitaient dans les territoires. Territoires ? Qu'il y ait donc des territoires. Leur vie s'est poursuivie dans la quiétude bédouine, jusqu'en mai 2006, quand le Mur de séparation a surgi. Ils se sont tout à coup retrouvés du côté israélien. Plus de territoires.

Lorsque les travaux pour l'érection du Mur ont commencé, les délégués des autorités ont reparu pour leur expliquer que l'endroit vers lequel ils avaient été évacués plus de dix ans plus tôt, n'était pas non plus dans les Territoires et que dès lors, ils y habitaient encore toujours d'une manière illégale. Les habitants se sont empressés d'engager les services d'un avocat, Shlomo Laker, qui depuis lors, s'occupe infatigablement de leur affaire.

Quand le Mur a été achevé, un étroit passage leur y a été laissé, afin qu'ils puissent continuer à subsister d'une manière ou d'une autre. Le garde-frontière de faction à cette entrée permettait à leurs enfants d'aller à l'école à Bir-Naballa, et eux-mêmes transportaient à dos d'âne les produits de première nécessité. Une fois, un des membres de la famille, Houssam, a été frappé alors qu'il essayait de faire passer par cette porte un sac d'aliment pour les bêtes. Il y a un mois et demi, même ce riche filon s'est arrêté.

Le 12 septembre, sans la moindre notification préalable, l'Administration civile a envoyé une bétonnière qui est arrivée et a déversé son contenu dans l'étroit passage. La dernière porte leur a été fermée et scellée. Les voilà devenus des résidents en séjour illégal, dans leurs maisons. Shlomo Laker, l'avocat, explique qu'il y a encore des milliers d'habitants qui vivent en bordure de la capitale unifiée et qui se trouvent dans des situations semblables. Lui-même en représente un millier d'entre eux dont la vie a été détruite à cause du Mur. Le fait est que contrairement à d'autres cas, dans le cas des Qa'abneh, le tribunal n'a même pas émis d'ordonnance avant faire droit, qu'il a décrété que le sort des enfants se poursuivrait à travers les épreuves du chemin de l'école – qui sait jusque quand ? Sans carte d'identité israélienne, et même sans autorisation permanente de passage pour permettre aux enfants d'aller étudier.

Les premiers jours qui ont suivi la fermeture du passage, on était en période de fêtes en Israël, les Territoires étaient bouclés et les enfants étaient forcés de rester chez eux. Ensuite, une partie des enfants est allée habiter chez des proches à Bir-Naballa, de l'autre côté du Mur, coupés de leurs parents, pour pouvoir se rendre à l'école tous les jours. Ici, les études sont quasiment une valeur suprême. « Ça a été une semaine douloureuse », dit le directeur d'école à la retraite, « Ça a été le Ramadan le plus dur que nous ayons jamais eu. Nous ne pouvions pas rendre visite à nos proches et eux n'ont pas pu venir chez nous. Tous nos proches se trouvent en Cisjordanie et nous, nous sommes ici ».

Les fêtes terminées, on pensait que le problème serait résolu. Israël n'arrête pas de déclarer que le « cadre de vie » des Palestiniens ne sera pas affecté par le Mur de séparation. Les paroles d'un côté, les actes de l'autre. Les fêtes se sont achevées mais pas les tourments. Le 18 septembre, les enfants sont restés coincés de l'autre côté du Mur, sans aucune possibilité de rentrer à la maison. Mahmoud a filé à Bir-Naballa et les enfants ont réussi à grimper sur le Mur en passant par un bâtiment adjacent, et à descendre avec des cordes pour pouvoir retourner chez eux. Les grands aidant les petits.

Le lendemain, Mahmoud a emmené le groupe des élèves à l'école en passant par le barrage de Kalandiya. Entrer dans les Territoires, cela ils peuvent le faire, mais revenir : seulement avec un permis d'entrer en Israël, permis qu'ils n'ont pas. « Le choix était difficile », explique Mahmoud, « Soit ne pas aller à l'école, soit y aller et prendre le risque qu'ils ne puissent pas en revenir ».

Au barrage de Kalandiya, ils prennent un taxi spécial qui les emmène à l'école, 14 livres israéliennes [~ 2,40 €] par enfant et par jour, ce qui représente une somme élevée pour eux. Au moins une heure de trajet. Mahmoud Qa'abneh possède un permis pour aller travailler à Ramallah et revenir chez lui tranquillement, mais pas ses enfants.

Chaque jour, Mahmoud et les enfants contactent « B'Tselem » ainsi que le « Centre humanitaire » de l'Administration civile, afin d'obtenir une autorisation de revenir des Territoires en Israël [sic], chez eux. Cela prend du temps. Un jour, l'autorisation n'est arrivée que le soir déjà tombé, et avec lui l'heure du repas de rupture du jeûne ; alors ils ont décidé de rester sur le lopin devant une des maisons. Sous la voûte du ciel, ils ont planté une tente où ils ont passé l'après-midi et la nuit, avec leurs parents de l'autre côté.



La vue qui s'est révélée aux yeux de l'enquêteur de « B'Tselem », Karim Joubran, en arrivant là, l'a ébahi. Chaque enfant s'était pelotonné dans un coin et préparait ses devoirs, par terre. « Chez moi, si ma femme ne pousse pas les enfants à faire leurs devoirs, il n'y a aucune chance qu'ils soient faits. Ici, sans parents, chacun dans son coin, plongé dans ses leçons », a-t-il dit. Ils ont passé la nuit là.

La procédure se répète. Les enfants partent à six heures du matin pour arriver à temps à l'école. Sur le chemin du retour, ils téléphonent à « B'Tselem » et après une heure ou deux d'attente, ils traversent le barrage. Personne n'est prêt à leur donner un permis de passage permanent, l'affaire est en instance, ce qui constitue aussi pour le porte-parole de l'Administration civile, le capitaine Tzadki Maman, un excellent prétexte pour répondre à Antigone Ashker, de « B'Tselem », qui s'était adressée à lui dans une lettre urgente : « L'affaire se retrouve au tribunal, à la faveur d'une requête qui a été introduite à ce propos. Il ne nous est dès lors pas possible de répondre, en ce moment », a écrit le porte-parole. D'ici que « ce moment » soit passé, l'hiver viendra, les journées se feront plus courtes et la pluie tombera. Qu'en sera-t-il des enfants ?

Ils dépendent maintenant complètement des bénévoles de « B'Tselem » et de l'Administration civile. Parfois l'officier de l'Administration ne répond pas au téléphone et les enfants attendent. On ne voit pas bien pourquoi l'Administration refuse de procurer, même aux enfants, des permis de passer permanents.

« Nous sommes satisfaits de notre vie dans nos cabanes, même si elle est dure », dit Moussa, le moukhtar, « Nous demandons seulement à toute personne qui a dans le cœur, un peu d'humanité et de compassion, qu'elle nous tende la main et nous aide. Nos enfants sont brillants aux études. Cette situation les pousse à rester à la maison avec les moutons et à ne pas aller à l'école. Nous avons dressé cette tente pour accueillir des hôtes, mais elle reste vide. Qu'avons-nous fait pour recevoir cette punition ? »

Ils étaient prêts à passer de l'autre côté de la clôture, mais seulement s'ils recevaient une terre à la place des 300 dounams qu'ils ont ici. Et Mahmoud ajoute : « Si on nous enferme comme ça, il faut nous donner des conditions minimales pour vivre dignement. Ils sont en train de nous étrangler. Nous, Bédouins, sommes par nature, sensibles. Nous ne pouvons pas vivre sous pression et humiliés. Nous avons besoin d'espaces ouverts ». Il a dit cela, puis il a porté son regard vers le Mur.

Haaretz, 26 octobre 2007

[www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=917118](http://www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=917118)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

---

## 1-11 Point de vue de Mehdi Lebouchera : L'économie de la bande de Gaza, bouclée par Israël, est entièrement paralysée.

Quand Naïm Siksik a repris l'entreprise renommée de son père "Bashir Siksik & Co" en 1999, il avait l'ambition d'en faire la plus grande société de fabrication de tuyaux PVC pour canalisations et pompes à eau de Gaza. Mais depuis le bouclage total en juin de la bande de Gaza par Israël à la suite du coup de force du Hamas, l'entreprise est à l'arrêt. Il n'a désormais qu'une seule idée en tête: émigrer, au Canada de préférence, comme l'ont déjà fait ces derniers mois des dizaines de Palestiniens issus des classes moyennes.

"Depuis juin, notre production de tuyaux PVC est nulle. Nous ne pouvons pas importer les matériaux de base", qui transitent habituellement par le point de passage de Karni, près de Gaza, explique Naïm, âgé de 30 ans.

"Je perds 30.000 dollars par mois. Depuis le début de l'année, nous avons travaillé 55 jours, contre 160 en 2006", poursuit le jeune chef d'entreprise, précisant que la plupart de ses 100 employés sont au chômage technique.

"Tous les hommes d'affaires de la bande de Gaza sont arrivés à la même conclusion, dit-il. Il n'y a plus d'espoir. Nous n'apercevons aucune lumière au bout du tunnel".

L'ensemble du secteur privé de la bande de Gaza -en particulier le secteur industriel, épine dorsale de l'économie- est saigné à blanc.

"Nous traversons la crise économique la plus sévère jamais vécue", affirme Amr Hamad, président de la Fédération des industriels palestiniens.

"Le secteur industriel compte 3.900 entreprises et 35.000 employés. On peut dire que plus de 30.000 personnes sont actuellement au chômage et 95 % des sociétés sont fermées", ajoute-t-il.

La production industrielle de Gaza (meubles, vêtements, nourriture et produits de construction) est pour les trois quarts destinée à l'exportation, vers Israël et la Cisjordanie, selon un rapport du Centre palestinien de commerce (Paltrade), dont les chiffres servent de référence à la Banque mondiale.

Mais depuis le 12 juin, deux jours avant la prise de Gaza par le Hamas, aucun produit n'a été exporté en raison de la fermeture du point de passage de Karni, précise Paltrade, qui estime que le chômage dans le secteur privé atteint désormais environ 70%.

Les pertes du secteur industriel se sont élevées pour le seul mois de septembre à 110 millions de dollars, selon Paltrade. "Le plus grave pour les industriels, c'est qu'il vont perdre leurs contrats en Israël si les fermetures se poursuivent", insiste Hanane Taha, directrice de l'organisme.

Autre conséquence, note Paltrade, "95% des projets de construction (dans la bande de Gaza) ont été interrompus en raison de l'absence de matériaux de construction. La valeur de ces projets de construction est estimée à 160 million de dollars".

Hanane Taha met en garde contre d'autres déboires à l'approche de la saison de l'exportation des fruits et légumes qui commence à la mi-novembre. "Les pertes seront énormes si Karni reste fermé", avertit-elle. L'agriculture de la bande de Gaza, autre secteur majeur pour l'emploi, pourrait perdre le produit destiné à l'exportation de toute une saison, soit 13 millions de dollars, selon Paltrade.

30-10

Mehdi *Lebouchera* AFP :

---

## 1-12 Point de vue de Michel Warschawski : Criminels de guerre : les dirigeants israéliens, à La Haye !

Il y a quelques années, l'ancien conseiller d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, menaçait de mettre « au régime » les Palestiniens, c'est-à-dire d'organiser un siège visant à les affamer, sans toutefois les faire complètement mourir de faim, les mettant ainsi en grande détresse tout en évitant une crise humanitaire totale susceptible de provoquer une intervention internationale. La réaction de la communauté internationale, cependant, avait contraint le gouvernement israélien à faire marche arrière. Et pourtant, quatre ans plus tard, ce qui était considéré alors par la communauté internationale comme un crime de guerre majeur, paraît aujourd'hui être accepté comme absolument légitime.

« Nous déclarons Gaza, entité ennemie » annonçait le cabinet israélien tout en ordonnant un embargo absolu sur une zone où vivent plus d'un million et demi d'êtres humains. Ce qui veut dire que ce million et demi d'hommes, de femmes, d'enfants, de malades et de personnes âgées ne sont pas considérés comme des êtres humains, couverts par le droit humanitaire international, mais simplement comme une « entité » ennemie. En plus d'un embargo sur le carburant, sur la nourriture et les médicaments, l'électricité et l'eau sont coupées plusieurs fois par jour. Les dirigeants israéliens ne cachent aucunement le fait que leur cible est la population civile : « Gaza va revenir au Moyen Age. Naturellement, les produits élémentaires continueront de parvenir dans la Bande (Gaza) pour de ne pas provoquer de crise humanitaire. Mais notre objectif est de forcer la population à subir cette pression pour réduire le nombre de missiles Qassam », a déclaré un officier supérieur israélien (Israel Today, 25 octobre 2007).

Les punitions collectives et la prise de civils pour cible sont considérées comme de graves violations du droit international \* et par conséquent, comme des crimes de guerre. En définissant la population comme une « entité ennemie », les membres du cabinet israélien ont ouvert la voie qui doit les conduire, tôt ou tard, devant la Cour pénale internationale. Pourtant, la communauté internationale reste silencieuse, et soulage sa conscience en fournissant une aide humanitaire d'urgence aux habitants de Gaza. Les organisations du mouvement de solidarité international se doivent d'intensifier leur mobilisation pour exiger de leur gouvernement et des Nations unies d'imposer des sanctions à l'Etat d'Israël tant qu'il ne respectera pas le droit international et tant qu'il n'aura pas levé complètement le siège et cessé son occupation.

Tous, nous devons appuyer l'appel du Comité national (palestinien) à briser le siège de Gaza, qui déclare : « Les gens à Gaza sont dépossédés des conditions les plus naturelles pour une vie décente. Nous sommes déterminés à avancer, la main dans la main et au coude à coude, avec tous ceux qui croient en la liberté, en la dignité humaine et en la paix. C'est un véritable appel au secours aux peuples [...] Gaza a été désignée pour être la ville des morts, où tout serait détruit. Il est de notre devoir d'y sauver la vie. »

Pour plus d'informations sur la légalité de la décision d'Israël au regard du droit international, se référer à l'article : « Israel's Continuing Legal Responsibilities in the Gaza Strip » d'Andreas Th. Müller du Département du droit européen et du droit public international, université d'Innsbruck (Autriche).

\* La Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949 stipule en son article 33 : Article 33. - Aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites.

Le pillage est interdit.

Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites.

Sources CCIPPP

Posté par Adriana Evangelizt

---

## 2 Pièces Jointe

### 2-1 Point de vue de Jamal Zahalka : Ne signez pas !

Mahsom, 5 octobre 2007

[www.mahsom.com/article.php?id=6173](http://www.mahsom.com/article.php?id=6173)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

